



COMPTE-RENDU RENCONTRE À BERCY
CABINETS MINISTÉRIELS
DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL
AVEC DÉLÉGATION INTERSYNDICALE
(DU MARDI 14 FÉVRIER 2017)

Mercredi 15 février 2017

La délégation intersyndicale (2FO, 2CFTC, 2CFE/CGC et 2 CGT) et notre expert économique du cabinet Sécafi ont donc bien été reçus pendant 1h30 à Bercy, par les cabinets des 2 ministères (du travail et de l'industrie). Nous avons eu confirmation que le gouvernement a repris le dossier « Ford » en main.

L'intersyndicale a remis un document qu'elle avait préparé pour décrire la situation de l'usine (productions aujourd'hui et demain), les raisons de nos inquiétudes et de nos certitudes concernant la stratégie de Ford qui nous mène à la catastrophe, enfin nos solutions ou exigences pour sauvegarder l'usine et les emplois.

La discussion a commencé par des questions d'ordre technique sur les transmissions que nous produisons et celles que nous pourrions produire. Nous avons vite mis la discussion sur ce qui nous importait, à savoir que notre problème ce n'est pas le manque de solution mais le comportement de la multinationale Ford depuis son retour en 2011 : mise en place de produits au dernier moment, une activité jamais suffisante pour occuper l'espace et tous les emplois, un accord et des engagements non respectés, une politique de réduction des coûts qui fragilise toujours plus l'usine, une opacité sur ses intentions, une décision de remplacer la transmission repoussée toujours plus.

Nous avons aussi voulu discuter clairement en disant que l'Etat et les pouvoirs publics avaient fait preuve d'une « curieuse » naïveté en octroyant des aides publiques importantes (autour de 45 millions d'euros !) alors que Ford n'a cessé de supprimer des emplois depuis son retour. Nous avons insisté sur le rôle de l'Etat de faire en sorte que Ford respecte ses engagements, que Ford apporte l'activité nécessaire et investisse suffisamment pour pérenniser l'usine. Nous avons rappeler que Ford faisait des profits « historiques » même Ford Europe, que les perspectives de ventes et de conquêtes des marchés sont positives, qu'il y a des produits, des moyens donc largement la possibilité d'assurer l'avenir de FAI.

Les deux ministères disent comprendre nos inquiétudes et prendre en compte nos mises en garde. Ils ont confirmé la rencontre officielle entre dirigeants de Ford Europe et les deux ministères pour le 22 février à Bercy, sans en préciser l'heure. Nous avons dénoncé le fait de ne pas y être invités. Nous avons précisé que nous envisagions une action pour ce jour-là, devant Bercy, histoire de « s'inviter » quand même. Ce rendez-vous du 22 est important et il nous apparaît impossible de le manquer.

A NOUS D'AGIR POUR QUE LA SITUATION ÉVOLUE DANS LE BON SENS.